



**Convention relative aux droits
des personnes handicapées**

Distr. générale
13 mai 2014
Français
Original: anglais

Comité des droits des personnes handicapées

**Rapport du Comité des droits des personnes
handicapées sur sa dixième session
(2-13 septembre 2013)**

GE.14-02896 (F) 120914 150914



* 1 4 0 2 8 9 6 *

Merci de recycler



Table des matières

	<i>Paragraphes</i>	<i>Page</i>
I. États parties à la Convention et au Protocole facultatif s’y rapportant	1–2	3
II. Ouverture de la dixième session du Comité.....	3–7	3
III. Composition du Comité	8	4
IV. Réunion avec les États parties	9	4
V. Méthodes de travail.....	10–12	4
VI. Élaboration d’observations générales	13–15	5
VII. Activités se rapportant au Protocole facultatif.....	16–19	5
VIII. Autres décisions	20–21	6
IX. Prochaines sessions.....	22–23	6
X. Accessibilité des séances du Comité.....	24–26	6
XI. Coopération avec les organes compétents.....	27–29	7
A. Coopération avec d’autres organes et institutions spécialisées des Nations Unies	27	7
B. Coopération avec les organisations non gouvernementales et autres organisations concernées.....	28–29	7
XII. Examen des rapports soumis en application de l’article 35 de la Convention	30–31	7
XIII. Conférence des États parties à la Convention	32–35	8
Sixième Conférence des États parties	32–35	8
Annexes		
I. États parties à la Convention relative aux droits des personnes handicapées et au Protocole facultatif s’y rapportant – situation au 13 septembre 2013		9
II. Soumission de rapports par les États parties en application de l’article 35 de la Convention – situation au 13 septembre 2013		19
III. Liste des membres du Comité au 13 septembre 2013		24
IV. Décisions adoptées par le Comité à sa dixième session.....		25
V. Groupes de travail et Rapporteurs du Comité		26

I. États parties à la Convention et au Protocole facultatif s'y rapportant

1. Au 13 septembre 2013, date de clôture de la dixième session du Comité des droits des personnes handicapées, le nombre des Parties à la Convention relative aux droits des personnes handicapées était de 134 et celui des États parties au Protocole facultatif s'y rapportant de 77.
2. La liste des États parties à la Convention et celle des États parties au Protocole facultatif figurent à l'annexe I du présent rapport.

II. Ouverture de la dixième session du Comité

3. La dixième session a été ouverte en séance publique par la Présidente du Comité, qui a prononcé une allocution de bienvenue.
4. Le discours d'ouverture du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH) a été prononcé par le Chef du Service des questions de développement et des questions économiques et sociales de la Division de la recherche et du droit au développement. Celui-ci a évoqué les événements importants pour les travaux du Comité qui devaient se tenir en marge de la soixante-huitième session de l'Assemblée générale débutant le 17 septembre 2013, à savoir: la Réunion de haut niveau sur le handicap et le développement et les objectifs du Millénaire pour le développement dans le Programme de développement des Nations Unies pour l'après-2015, qui devait être axée sur l'amélioration de la prise en compte des personnes handicapées dans les objectifs de développement mondiaux; et l'éventuel aboutissement, durant la soixante-huitième session de l'Assemblée générale, du processus de renforcement des organes conventionnels. Il a également décrit les derniers progrès accomplis sur la thématique des personnes handicapées dans le système des Nations Unies au sens large, tels que: le projet de bulletin du Secrétaire général de l'ONU sur l'accessibilité, qui devait jeter les bases des travaux à venir tendant à instaurer l'accessibilité de l'environnement et des pratiques au sein de l'ONU; l'adoption, le 26 juin 2013, du Traité de Marrakech visant à faciliter l'accès des aveugles, des déficients visuels et des personnes ayant d'autres difficultés de lecture des textes imprimés aux œuvres publiées, instrument négocié sous les auspices de l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI) et signé depuis par 51 États; ou encore le lancement, en mai 2013, du rapport du Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) sur la situation des enfants dans le monde 2013, mettant largement l'accent sur les enfants handicapés.
5. Le Comité a examiné puis adopté l'ordre du jour et le programme de travail provisoires de la dixième session (CRPD/C/10/1).
6. La Présidente a rendu compte des activités entreprises entre la neuvième et la dixième session du Comité.
7. Le Comité a publié un communiqué de presse sur la situation des personnes handicapées au cours du conflit en Syrie¹.

¹ Le texte de ce communiqué peut être consulté (en anglais) à l'adresse <http://www.ohchr.org/EN/NewsEvents/Pages/DisplayNews.aspx?NewsID=13736&LangID=E>.

III. Composition du Comité

8. La liste des membres du Comité au 13 septembre 2013, avec mention de la durée de leur mandat, figure à l'annexe III du présent rapport. Tous les membres ont participé à la dixième session.

IV. Réunion avec les États parties

9. Le Comité a tenu une réunion avec les États parties le 10 septembre 2013 au Palais Wilson, à Genève. Les questions qui y ont été débattues étaient notamment les suivantes: le renforcement des organes conventionnels et ses implications pour le Comité, l'arriéré des rapports, l'accessibilité des séances du Comité et de l'ONU en général, la possibilité d'introduire la procédure simplifiée de présentation de rapports, la relation entre le Comité et la Conférence des États parties, et l'importance de garantir l'inclusion d'une approche fondée sur les droits des personnes handicapées dans le programme de développement et le programme de travail sur la question du handicap pour 2015 et au-delà. Les États suivants ont pris la parole au cours de la réunion: Argentine, Australie, Autriche, Chili, Israël, Norvège, Nouvelle-Zélande, Slovaquie et Thaïlande.

V. Méthodes de travail

10. Le Comité a débattu de diverses questions ayant trait à ses méthodes de travail, et a adopté plusieurs décisions à cet égard. Il a:

a) Décidé de ne pas faire figurer le texte des documents adoptés antérieurement (observations finales, observations générales, rapports de session, etc.) dans ses futurs rapports biennaux au Conseil économique et social et à l'Assemblée générale, mais de se contenter d'en faire une synthèse analytique, en exposant les grandes lignes des tendances qui s'étaient dégagées durant la période examinée;

b) Confirmé sa pratique consistant à inviter les États parties à soumettre leurs deuxième et troisième rapports périodiques en un seul document, et décidé d'offrir cette possibilité aux États parties dont les rapports avaient été examinés aux cinquième, sixième, septième et huitième sessions;

c) Décidé d'adopter la procédure simplifiée de soumission de rapports pour les rapports périodiques des États parties. Selon cette procédure, le Comité établit une liste de points à traiter avant que l'État partie ne soumette son rapport, et les réponses de l'État partie à ladite liste constituent son rapport périodique;

d) Pris note de la démission de l'un des cofacilitateurs du Groupe de travail sur l'article 12 et désigné un nouveau président de ce Groupe de travail;

e) Désigné de nouveaux rapporteurs de pays pour le Mexique et la Nouvelle-Zélande et confirmé la désignation d'autres rapporteurs de pays pour sa onzième session, programmée pour avril 2014;

f) Pris note de la décision du Groupe de travail des communications et des enquêtes de mettre fin à l'examen de la première demande enregistrée au titre des mesures d'alerte rapide et des procédures d'urgence, au vu des informations communiquées par l'État partie concerné.

11. Le Groupe de travail chargé d'élaborer des lignes directrices pour la participation des organisations de personnes handicapées et des organisations non gouvernementales a présenté une première ébauche sur la participation de ces organisations aux travaux du Comité. La présentation du projet de lignes directrices est attendue à la onzième session.

12. La liste des membres des Groupes de travail et des Rapporteurs du Comité figure à l'annexe V du présent rapport.

VI. Élaboration d'observations générales

13. Le Groupe de travail sur la reconnaissance de la personnalité juridique dans des conditions d'égalité (art. 12) a soumis une proposition concernant un projet d'observation générale, pour examen par le Comité en séance plénière, lequel a décidé de l'adopter en tant que projet d'observation générale. Ce projet d'observation générale devait être affiché sur le site Web du HCDH à compter du 30 septembre 2013 pour que la société civile et les partenaires puissent faire part de leurs observations avant le début de l'année 2014.

14. Le Groupe de travail sur l'accessibilité (art. 9) a soumis une proposition de projet d'observation générale au Comité en séance plénière, lequel a décidé de l'adopter en tant que projet d'observation générale. Ce projet devait être affiché sur le site Web du HCDH à compter du 30 septembre 2013 afin que la société civile et les partenaires puissent formuler leurs observations avant le début de l'année 2014.

15. Le Groupe de travail sur les femmes et les filles handicapées (art. 6), qui est chargé d'élaborer une observation générale sur la situation des femmes et des filles handicapées, est convenu de ses méthodes de travail et d'un calendrier pour l'adoption d'un projet d'observation générale, ainsi que de la structure générale de ce texte. Le Groupe de travail fera de nouveau rapport au Comité à sa onzième session, en avril 2014.

VII. Activités se rapportant au Protocole facultatif

16. Le Comité a adopté ses constatations concernant la communication n° 4/2011, *Bujdosó et consorts c. Hongrie* (CRPD/C/10/D/4/2011). Il s'agit d'une affaire de déni du droit de vote à des personnes présentant un handicap psychosocial ou intellectuel. Les auteurs de la communication font valoir que les autorités de l'État partie n'ont pas éliminé la discrimination fondée sur le handicap et ne respectent pas l'obligation de garantir les droits politiques des personnes handicapées, y compris leur droit de vote, sur la base de l'égalité avec les autres citoyens. Le Comité a conclu qu'il y avait eu violation de l'article 29 de la Convention (participation à la vie politique et à la vie publique), lu seul et conjointement avec l'article 12 de la Convention (reconnaissance de la personnalité juridique dans des conditions d'égalité).

17. Le Comité a adopté la note du Secrétaire général concernant les mesures prises à l'égard de toutes les communications reçues entre la neuvième et la dixième session. Durant la période examinée, le Comité a reçu 42 communications, ce qui porte à 309 le nombre total de communications reçues par le Comité depuis sa création. Il a été accusé réception de toute la correspondance reçue (concernant aussi bien les États qui sont parties au Protocole facultatif se rapportant à la Convention relative aux droits des personnes handicapées que ceux qui n'y sont pas parties) et il y a été répondu.

18. Le Comité a examiné le rapport du Rapporteur chargé des nouvelles communications et le rapport du Rapporteur chargé du suivi des constatations concernant des communications. Il a également adopté son rapport intermédiaire de suivi concernant les constatations adoptées dans l'affaire *H. M. c. Suède* (CRPD/C/7/D/3/2011).

19. Le Comité a désigné un rapporteur chargé de continuer à examiner les informations ayant trait à la première demande enregistrée au titre de la procédure d'enquête du Comité. Il l'a chargé de mettre une ligne de conduite au point, pour examen par le Comité.

VIII. Autres décisions

20. Le Comité a adopté le rapport sur sa neuvième session (CRPD/C/9/2).

21. Le Comité a pris plusieurs autres décisions, dont la liste figure à l'annexe IV du présent rapport.

IX. Prochaines sessions

22. Il est prévu que le Comité tiende sa onzième session du 31 mars au 11 avril 2014. Pour la toute première fois, le Comité s'est vu allouer du temps pour les réunions d'un Groupe de travail de présession, qui auront lieu du 14 au 17 avril 2014.

23. Le Comité a décidé qu'à sa prochaine session, il examinerait les rapports initiaux de l'Azerbaïdjan (CRPD/C/AZE/1), du Costa Rica (CRPD/C/CRI/1) et de la Suède (CRPD/C/SWE/1) et adopterait la liste des points à traiter à l'occasion de l'examen des rapports initiaux de l'Allemagne (CRPD/C/DEU/1), de la Belgique (CRPD/C/BEL/1), du Danemark (CRPD/C/DNK/1), de l'Équateur (CRPD/C/ECU/1), du Mexique (CRPD/C/MEX/1), de la Nouvelle-Zélande (CRPD/C/NZL/1) et de la République de Corée (CRPD/C/KOR/1).

X. Accessibilité des séances du Comité

24. Le Comité a prié le secrétariat de diffuser les conclusions de l'étude menée par Microsoft, l'Université du Middlesex et AbilityNet sur l'accessibilité des séances du Comité.

25. Le Bureau du Comité s'est entretenu avec le Président du Conseil des droits de l'homme et le Président de l'Équipe spéciale du Conseil des droits de l'homme sur l'accessibilité, au sujet des moyens de resserrer leur coopération en vue d'améliorer l'accessibilité de l'ONU aux personnes handicapées.

26. L'accessibilité des séances du Comité a encore été améliorée et des services de transcription simultanée ont été assurés pour toutes les séances publiques et privées, avec quelques interruptions toutefois. Un service d'interprétation en langue des signes internationale a été fourni pour toutes les séances publiques, en sus de l'interprétation en langue des signes salvadorienne et en langue des signes australienne assurée pendant les dialogues avec El Salvador et l'Australie. Des écouteurs à induction ont été fournis par les services de conférence de l'ONU pour faciliter la participation d'un expert du Comité, et ils ont été expérimentés à titre provisoire. Il a été noté que d'autres améliorations devaient être apportées, entre autres dans les domaines ci-après: accessibilité des logements et des services à Genève, amélioration de la connaissance de la Convention par les fonctionnaires de l'Office des Nations Unies à Genève, voyages des experts, transcription des documents en braille, qualité de l'interprétation en langue des signes, reconnaissance des aménagements raisonnables à apporter pour les experts et les participants handicapés, accessibilité des technologies de l'information et de la communication et accessibilité physique des salles de conférence au Palais des Nations et au Palais Wilson.

XI. Coopération avec les organes compétents

A. Coopération avec d'autres organes et institutions spécialisées des Nations Unies

27. Le 2 septembre 2013, à sa 104^e séance, le Comité s'est réuni avec des représentants du HCDH, de l'OMPI, de l'UNICEF et de l'Organisation internationale du Travail (OIT) afin de débattre de leurs modalités de coopération, conformément aux dispositions de l'article 38 de la Convention. Le Comité a rencontré des représentants du secrétariat de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) et a apporté des contributions au projet de plan d'action mondial de l'OMS relatif au handicap: «Un meilleur état de santé pour toutes les personnes handicapées».

B. Coopération avec les organisations non gouvernementales et autres organisations concernées

28. À sa 104^e séance, le 2 septembre 2013, le Comité a entendu des représentants des organisations non gouvernementales suivantes: International Disability Alliance, Réseau mondial des usagers et survivants de la psychiatrie, Disability Council International, Association suisse d'aide aux personnes handicapées avec un handicap mental, International Disability and Development Consortium et Human Rights Watch. Le Comité a également rencontré des représentants de l'organisation Disability Rights Promotion International, qui ont présenté les premières conclusions du projet mondial de l'organisation sur le suivi de la mise en œuvre de la Convention.

29. À cette même séance, le Comité s'est aussi entretenu avec des représentants du Conseil de l'Europe et de l'Unité d'appui à l'application de la Convention sur l'interdiction de l'emploi, du stockage, de la production et du transfert des mines antipersonnel et sur leur destruction, afin de débattre de modalités de coopération.

XII. Examen des rapports soumis en application de l'article 35 de la Convention

30. Le Comité a examiné le rapport initial de l'Autriche (CRPD/C/AUT/1) à ses 105^e et 106^e séances, les 2 et 3 septembre 2013, le rapport initial de l'Australie (CRPD/C/AUS/1) à ses 107^e et 108^e séances, les 3 et 4 septembre 2013, et le rapport initial d'El Salvador (CRPD/C/SLV/1) à ses 109^e et 110^e séances, les 4 et 6 septembre 2013. Il a adopté les observations finales concernant ces rapports à sa 121^e séance (voir le site Web du Comité à l'adresse <http://www.ohchr.org/FR/HRBodies/CRPD/Pages/CRPDIndex.aspx>).

31. Parmi les éléments nouveaux relatifs aux méthodes d'examen des rapports des États parties, il convient de noter que le Comité a accepté que des mécanismes nationaux de surveillance indépendants participent au dialogue avec les délégations de deux États parties dont les rapports initiaux étaient examinés au cours de la session.

XIII. Conférence des États parties à la Convention

Sixième Conférence des États parties

32. Du 17 au 19 juillet 2013, la Présidente et l'un des Vice-Présidents du Comité ont représenté le Comité à la sixième Conférence des États parties, à New York. Cette conférence avait pour thème «Assurer un niveau de vie suffisant: l'autonomisation et la participation des personnes handicapées dans le cadre de la Convention relative aux droits des personnes handicapées». La Présidente a fait une déclaration dans laquelle elle a souligné à quel point il importait d'intégrer les droits des personnes handicapées dans le programme de développement pour l'après-2015. Elle a également informé la Conférence des États parties des changements survenus récemment dans les méthodes de travail du Comité.

33. D'autres experts présents à la Conférence sont intervenus lors de différentes manifestations parallèles sur la question du handicap.

34. La Présidente a organisé conjointement avec le Président du Comité contre la torture une manifestation parallèle sur les points de convergence entre la Convention relative aux droits des personnes handicapées et la Convention contre la torture, concernant les personnes handicapées, à l'occasion de laquelle le Vice-Président a fait un exposé sur la jurisprudence du Comité.

35. À l'occasion d'une manifestation parallèle sur le thème «Handicap et peuples autochtones, un défi permanent», la Présidente a prononcé une allocution liminaire sur la question des personnes handicapées autochtones. Elle a également fait des observations liminaires sur les personnes handicapées et les personnes âgées lors d'une manifestation parallèle consacrée à «L'interface entre la question du vieillissement et celle du handicap: le programme de développement pour l'après-2015».

Annexes

Annexe I

États parties à la Convention relative aux droits des personnes handicapées et au Protocole facultatif s'y rapportant – situation au 13 septembre 2013

A. États parties ayant signé ou ratifié la Convention relative aux droits des personnes handicapées

<i>État partie</i>	<i>Signature</i>	<i>Confirmation officielle^c, adhésion^a, ratification</i>
Afghanistan		18 septembre 2012
Afrique du Sud	30 mars 2007	30 novembre 2007
Albanie	22 décembre 2009	11 février 2013
Algérie	30 mars 2007	4 décembre 2009
Allemagne	30 mars 2007	24 février 2009
Andorre	27 avril 2007	
Antigua-et-Barbuda	30 mars 2007	
Arabie saoudite		24 juin 2008 ^d
Argentine	30 mars 2007	2 septembre 2008
Arménie	30 mars 2007	22 septembre 2010
Australie	30 mars 2007	17 juillet 2008
Autriche	30 mars 2007	26 septembre 2008
Azerbaïdjan	9 janvier 2008	28 janvier 2009
Bahreïn	25 juin 2007	22 septembre 2011
Bangladesh	9 mai 2007	30 novembre 2007
Barbade	19 juillet 2007	27 février 2013
Belgique	30 mars 2007	2 juillet 2009
Belize	9 mai 2011	2 juin 2011
Bénin	8 février 2008	5 juillet 2012
Bhoutan	21 septembre 2010	
Bolivie (État plurinational de)	13 août 2007	16 novembre 2009
Bosnie-Herzégovine	29 juillet 2009	12 mars 2010

<i>État partie</i>	<i>Signature</i>	<i>Confirmation officielle^c, adhésion^a, ratification</i>
Brésil	30 mars 2007	1 ^{er} août 2008
Brunéi Darussalam	18 décembre 2007	
Bulgarie	27 septembre 2007	22 mars 2012
Burkina Faso	23 mai 2007	23 juillet 2009
Burundi	26 avril 2007	
Cambodge	1 ^{er} octobre 2007	20 décembre 2012
Cameroun	1 ^{er} octobre 2008	
Canada	30 mars 2007	11 mars 2010
Cabo Verde	30 mars 2007	10 octobre 2011
Chili	30 mars 2007	29 juillet 2008
Chine	30 mars 2007	1 ^{er} août 2008
Chypre	30 mars 2007	27 juin 2011
Colombie	30 mars 2007	10 mai 2011
Comores	26 septembre 2007	
Congo	30 mars 2007	
Costa Rica	30 mars 2007	1 ^{er} octobre 2008
Côte d'Ivoire	7 juin 2007	
Croatie	30 mars 2007	15 août 2007
Cuba	26 avril 2007	6 septembre 2007
Danemark	30 mars 2007	24 juillet 2009
Djibouti		18 juin 2012
Dominique	30 mars 2007	1 ^{er} octobre 2012
Égypte	4 avril 2007	14 avril 2008
El Salvador	30 mars 2007	14 décembre 2007
Émirats arabes unis	8 février 2008	19 mars 2010
Équateur	30 mars 2007	3 avril 2008
Espagne	30 mars 2007	3 décembre 2007
Estonie	25 septembre 2007	30 mai 2012
États-Unis d'Amérique	30 juillet 2009	
Éthiopie	30 mars 2007	7 juillet 2010
ex-République yougoslave de Macédoine	30 mars 2007	29 décembre 2011

<i>État partie</i>	<i>Signature</i>	<i>Confirmation officielle^c, adhésion^a, ratification</i>
Fédération de Russie	24 septembre 2008	25 septembre 2012
Fidji	2 juin 2010	
Finlande	30 mars 2007	
France	30 mars 2007	18 février 2010
Gabon	30 mars 2007	1 ^{er} octobre 2007
Géorgie	10 juillet 2009	
Ghana	30 mars 2007	31 juillet 2012
Grèce	30 mars 2007	31 mai 2012
Grenade	12 juillet 2010	
Guatemala	30 mars 2007	7 avril 2009
Guinée	16 mai 2007	8 février 2008
Guyana	11 avril 2007	
Haïti		23 juillet 2009 ^a
Honduras	30 mars 2007	14 avril 2008
Hongrie	30 mars 2007	20 juillet 2007
Îles Cook		8 mai 2009 ^a
Îles Salomon	23 septembre 2008	
Inde	30 mars 2007	1 ^{er} octobre 2007
Indonésie	30 mars 2007	30 novembre 2011
Iran (République islamique d')		23 octobre 2009 ^a
Iraq		20 mars 2013 ^a
Irlande	30 mars 2007	
Islande	30 mars 2007	
Israël	30 mars 2007	28 septembre 2012
Italie	30 mars 2007	15 mai 2009
Jamaïque	30 mars 2007	30 mars 2007
Japon	28 septembre 2007	
Jordanie	30 mars 2007	31 mars 2008
Kazakhstan	11 décembre 2008	
Kenya	30 mars 2007	19 mai 2008
Kirghizistan	21 septembre 2011	
Koweït		22 août 2013

<i>État partie</i>	<i>Signature</i>	<i>Confirmation officielle^c, adhésion^a, ratification</i>
Lesotho		2 décembre 2008 ^a
Lettonie	18 juillet 2008	1 ^{er} mars 2010
Liban	14 juin 2007	
Libéria	30 mars 2007	26 juillet 2012
Libye	1 ^{er} mai 2008	
Lituanie	30 mars 2007	18 août 2010
Luxembourg	30 mars 2007	26 septembre 2011
Madagascar	25 septembre 2007	
Malaisie	8 avril 2008	19 juillet 2010
Malawi	27 septembre 2007	27 août 2009
Maldives	2 octobre 2007	5 avril 2010
Mali	15 mai 2007	7 avril 2008
Malte	30 mars 2007	10 octobre 2012
Maroc	30 mars 2007	8 avril 2009
Maurice	25 septembre 2007	8 janvier 2010
Mauritanie		3 avril 2012 ^a
Mexique	30 mars 2007	17 décembre 2007
Micronésie (États fédérés de)	23 septembre 2011	
Monaco	23 septembre 2009	
Mongolie		13 mai 2009 ^a
Monténégro	27 septembre 2007	2 novembre 2009
Mozambique	30 mars 2007	30 janvier 2012
Myanmar		7 décembre 2011 ^a
Namibie	25 avril 2007	4 décembre 2007
Nauru		27 juin 2012 ^a
Népal	3 janvier 2008	7 mai 2010
Nicaragua	30 mars 2007	7 décembre 2007
Niger	30 mars 2007	24 juin 2008
Nigéria	30 mars 2007	24 septembre 2010
Norvège	30 mars 2007	3 juin 2013
Nouvelle-Zélande	30 mars 2007	25 septembre 2008
Oman	17 mars 2008	6 janvier 2009

<i>État partie</i>	<i>Signature</i>	<i>Confirmation officielle^c, adhésion^a, ratification</i>
Ouganda	30 mars 2007	25 septembre 2008
Ouzbékistan	27 février 2009	
Pakistan	25 septembre 2008	5 juillet 2011
Palaos	20 septembre 2011	11 juin 2013
Panama	30 mars 2007	7 août 2007
Papouasie-Nouvelle-Guinée	2 juin 2011	
Paraguay	30 mars 2007	3 septembre 2008
Pays-Bas	30 mars 2007	
Pérou	30 mars 2007	30 janvier 2008
Philippines	25 septembre 2007	15 avril 2008
Pologne	30 mars 2007	25 septembre 2012
Portugal	30 mars 2007	23 septembre 2009
Qatar	9 juillet 2007	13 mai 2008
République arabe syrienne	30 mars 2007	10 juillet 2009
République centrafricaine	9 mai 2007	
République de Corée	30 mars 2007	11 décembre 2008
République de Moldova	30 mars 2007	21 septembre 2010
République démocratique populaire lao	15 janvier 2008	25 septembre 2009
République dominicaine	30 mars 2007	18 août 2009
République populaire démocratique de Corée	3 juillet 2013	
République tchèque	30 mars 2007	28 septembre 2009
République-Unie de Tanzanie	30 mars 2007	10 novembre 2009
Roumanie	26 septembre 2007	31 janvier 2011
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	30 mars 2007	8 juin 2009
Rwanda		15 décembre 2008 ^a
Sainte-Lucie	22 septembre 2011	
Saint-Marin	30 mars 2007	22 février 2008
Saint-Vincent-et-les Grenadines		29 octobre 2010 ^a
Sénégal	25 avril 2007	7 septembre 2010
Serbie	17 décembre 2007	31 juillet 2009

<i>État partie</i>	<i>Signature</i>	<i>Confirmation officielle^c, adhésion^a, ratification</i>
Seychelles	30 mars 2007	2 octobre 2009
Sierra Leone	30 mars 2007	4 octobre 2010
Singapour	30 novembre 2012	18 juillet 2013
Slovaquie	26 septembre 2007	26 mai 2010
Slovénie	30 mars 2007	24 avril 2008
Soudan	30 mars 2007	24 avril 2009
Sri Lanka	30 mars 2007	
Suède	30 mars 2007	15 décembre 2008
Suriname	30 mars 2007	
Swaziland	25 septembre 2007	24 septembre 2012
Thaïlande	30 mars 2007	29 juillet 2008
Togo	23 septembre 2008	1 ^{er} mars 2011
Tonga	15 novembre 2007	
Trinité-et-Tobago	27 septembre 2007	
Tunisie	30 mars 2007	2 avril 2008
Turkménistan		4 septembre 2008 ^d
Turquie	30 mars 2007	28 septembre 2009
Ukraine	24 septembre 2008	4 février 2010
Union européenne	30 mars 2007	23 décembre 2010 ^c
Uruguay	3 avril 2007	11 février 2009
Vanuatu	17 mai 2007	23 octobre 2008
Viet Nam	22 octobre 2007	
Yémen	30 mars 2007	26 mars 2009
Zambie	9 mai 2008	1 ^{er} février 2010

B. États parties au Protocole facultatif se rapportant à la Convention relative aux droits des personnes handicapées

<i>État partie</i>	<i>Signature</i>	<i>Confirmation officielle^c, adhésion^a, ratification</i>
Afghanistan		18 septembre 2012 ^a
Afrique du Sud	30 mars 2007	30 novembre 2007
Algérie	30 mars 2007	
Allemagne	30 mars 2007	24 février 2009
Andorre	27 avril 2007	
Antigua-et-Barbuda	30 mars 2007	
Arabie saoudite		24 juin 2008 ^a
Argentine	30 mars 2007	2 septembre 2008
Arménie	30 mars 2007	
Australie		21 août 2009 ^a
Autriche	30 mars 2007	26 septembre 2008
Azerbaïdjan	9 janvier 2008	28 janvier 2009
Bangladesh		12 mai 2008 ^a
Belgique	30 mars 2007	2 juillet 2009
Bénin	8 février 2008	5 juillet 2012
Bolivie (État plurinational de)	13 août 2007	16 novembre 2009
Bosnie-Herzégovine	29 juillet 2009	12 mars 2010
Brésil	30 mars 2007	1 ^{er} août 2008
Bulgarie	18 décembre 2008	
Burkina Faso	23 mai 2007	23 juillet 2009
Burundi	26 avril 2007	
Cambodge	1 ^{er} octobre 2007	
Cameroun	1 ^{er} octobre 2008	
Chili	30 mars 2007	29 juillet 2008
Chypre	30 mars 2007	27 juin 2011
Congo	30 mars 2007	
Costa Rica	30 mars 2007	1 ^{er} octobre 2008
Côte d'Ivoire	7 juin 2007	
Croatie	30 mars 2007	15 août 2007

<i>État partie</i>	<i>Signature</i>	<i>Confirmation officielle^c, adhésion^a, ratification</i>
Djibouti		18 juin 2012 ^a
Dominique		1 ^{er} octobre 2012 ^a
El Salvador	30 mars 2007	14 décembre 2007
Émirats arabes unis	12 février 2008	
Équateur	30 mars 2007	3 avril 2008
Espagne	30 mars 2007	3 décembre 2007
Estonie		30 mai 2012 ^a
ex-République yougoslave de Macédoine	29 juillet 2009	29 décembre 2011
Fidji	2 juin 2010	
Finlande	30 mars 2007	
France	23 septembre 2008	18 février 2010
Gabon	25 septembre 2007	
Géorgie	10 juillet 2009	
Ghana	30 mars 2007	31 juillet 2012
Grèce	27 septembre 2007	31 mai 2012
Guatemala	30 mars 2007	7 avril 2009
Guinée	31 août 2007	8 février 2008
Haïti		23 juillet 2009 ^a
Honduras	23 août 2007	16 août 2010
Hongrie	30 mars 2007	20 juillet 2007
Îles Cook		8 mai 2009 ^a
Îles Salomon	24 septembre 2009	
Islande	30 mars 2007	
Italie	30 mars 2007	15 mai 2009
Jamaïque	30 mars 2007	
Jordanie	30 mars 2007	
Kazakhstan	11 décembre 2008	
Lettonie	22 janvier 2010	31 août 2010
Liban	14 juin 2007	
Libéria	30 mars 2007	
Lituanie	30 mars 2007	18 août 2010

<i>État partie</i>	<i>Signature</i>	<i>Confirmation officielle^c, adhésion^a, ratification</i>
Luxembourg	30 mars 2007	26 septembre 2011
Madagascar	25 septembre 2007	
Mali	15 mai 2007	7 avril 2008
Malte	30 mars 2007	12 octobre 2012
Maroc		8 avril 2009 ^a
Maurice	25 septembre 2007	
Mauritanie		3 avril 2012 ^a
Mexique	30 mars 2007	17 décembre 2007
Mongolie		13 mai 2009 ^a
Monténégro	27 septembre 2007	2 novembre 2009
Mozambique		30 janvier 2012 ^a
Namibie	25 avril 2007	4 décembre 2007
Népal	3 janvier 2008	7 mai 2010
Nicaragua	21 octobre 2008	2 février 2010
Niger	2 août 2007	24 juin 2008
Nigéria	30 mars 2007	24 septembre 2010
Ouganda	30 mars 2007	25 septembre 2008
Palaos		11 juin 2013
Panama	30 mars 2007	7 août 2007
Paraguay	30 mars 2007	3 septembre 2008
Pérou	30 mars 2007	30 janvier 2008
Portugal	30 mars 2007	23 septembre 2009
Qatar	9 juillet 2007	
République arabe syrienne		10 juillet 2009 ^a
République centrafricaine	9 mai 2007	
République dominicaine	30 mars 2007	18 août 2009
République tchèque	30 mars 2007	
République-Unie de Tanzanie	29 septembre 2008	10 novembre 2009
Roumanie	25 septembre 2008	
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	26 février 2009	7 août 2009
Rwanda		15 décembre 2008 ^a

<i>État partie</i>	<i>Signature</i>	<i>Confirmation officielle^c, adhésion^a, ratification</i>
Saint-Marin	30 mars 2007	22 février 2008
Saint-Vincent-et-les Grenadines		29 octobre 2010 ^a
Sénégal	25 avril 2007	
Serbie	17 décembre 2007	31 juillet 2009
Seychelles	30 mars 2007	
Sierra Leone	30 mars 2007	
Slovaquie	26 septembre 2007	26 mai 2010
Slovénie	30 mars 2007	24 avril 2008
Soudan		24 avril 2009 ^a
Suède	30 mars 2007	15 décembre 2008
Swaziland	25 septembre 2007	24 septembre 2012
Togo	23 septembre 2008	1 ^{er} mars 2011
Tunisie	30 mars 2007	2 avril 2008
Turkménistan		10 novembre 2010 ^a
Turquie	28 septembre 2009	
Ukraine	24 septembre 2008	4 février 2010
Uruguay		28 octobre 2011 ^a
Yémen	11 avril 2007	26 mars 2009
Zambie	29 septembre 2008	

Annexe II

**Soumission de rapports par les États parties
en application de l'article 35 de la Convention
– situation au 13 septembre 2013**

<i>État partie</i>	<i>Entrée en vigueur (date de ratification + 30 jours)</i>	<i>Date à laquelle le rapport était attendu</i>	<i>Date à laquelle le rapport a été reçu</i>	<i>Date à laquelle le rapport a été examiné</i>
Afghanistan	18 octobre 2012	18 octobre 2014		
Afrique du Sud	30 décembre 2007	30 décembre 2009		
Albanie	11 mars 2013	11 mars 2015		
Algérie	4 janvier 2010	4 janvier 2012		
Allemagne	24 mars 2009	24 mars 2011	19 septembre 2011	
Arabie saoudite	24 juillet 2008	24 juillet 2010		
Argentine	2 octobre 2008	2 octobre 2010	6 octobre 2010	19 septembre 2012
Arménie	22 octobre 2010	22 octobre 2012	21 janvier 2013	
Australie	17 août 2008	17 août 2010	3 décembre 2010	4 septembre 2013
Autriche	26 octobre 2008	26 octobre 2010	2 novembre 2010	3 septembre 2013
Azerbaïdjan	27 février 2009	27 février 2011	16 février 2011	
Bahreïn	22 octobre 2011	22 octobre 2013		
Bangladesh	30 décembre 2007	30 décembre 2009		
Barbade	27 mars 2013	27 mars 2015		
Belgique	2 août 2009	2 août 2011	28 juillet 2011	
Belize	2 juillet 2011	2 juillet 2013		
Bénin	5 août 2012	5 août 2014		
Bolivie (État plurinational de)	16 décembre 2009	16 décembre 2011		
Bosnie-Herzégovine	12 avril 2010	12 avril 2012	5 mars 2013	
Brésil	1 ^{er} septembre 2008	1 ^{er} septembre 2010	25 mai 2012	
Bulgarie	22 avril 2012	22 avril 2014		
Burkina Faso	23 août 2009	23 août 2011		
Cambodge	20 janvier 2013	20 janvier 2015		
Canada	11 avril 2010	11 avril 2012		
Cabo Verde	10 novembre 2011	10 novembre 2012		

<i>État partie</i>	<i>Entrée en vigueur (date de ratification + 30 jours)</i>	<i>Date à laquelle le rapport était attendu</i>	<i>Date à laquelle le rapport a été reçu</i>	<i>Date à laquelle le rapport a été examiné</i>
Chili	29 août 2008	29 août 2010	14 août 2012	
Chine	1 ^{er} septembre 2008	1 ^{er} septembre 2010	30 août 2010	18 septembre 2012
Chypre	27 juillet 2011	27 juillet 2013	2 août 2013	
Colombie	10 juin 2011	10 juin 2013	11 juin 2013	
Costa Rica	1 ^{er} novembre 2008	1 ^{er} novembre 2010	29 mars 2011	
Croatie	15 septembre 2007	15 septembre 2009	27 octobre 2011	
Cuba	6 octobre 2007	6 octobre 2009		
Danemark	24 août 2009	24 août 2011	24 août 2011	
Djibouti	18 juillet 2012	18 juillet 2014		
Dominique	1 ^{er} novembre 2012	1 ^{er} novembre 2013		
Égypte	14 mai 2008	14 mai 2010		
El Salvador	14 janvier 2008	14 janvier 2010	5 janvier 2011	6 septembre 2013
Émirats arabes unis	19 avril 2010	19 avril 2012	24 janvier 2013	
Équateur	3 mai 2008	3 mai 2010	8 septembre 2011	
Espagne	3 janvier 2008	3 janvier 2010	3 mai 2010	20 septembre 2011
Estonie	30 juin 2012	30 juin 2014		
Éthiopie	7 août 2010	7 août 2012	8 janvier 2013	
ex-République yougoslave de Macédoine	29 janvier 2012	29 janvier 2014		
Fédération de Russie	25 octobre 2012	25 octobre 2014		
France	18 mars 2010	18 mars 2012		
Gabon	1 ^{er} novembre 2007	1 ^{er} novembre 2009	4 octobre 2013	
Ghana	31 août 2012	31 août 2014		
Grèce	30 juin 2012	30 juin 2014		
Guatemala	7 mai 2009	7 mai 2011	16 octobre 2013	
Guinée	8 mars 2008	8 mars 2010		
Haïti	23 août 2009	23 août 2011		
Honduras	14 mai 2008	14 mai 2010		
Hongrie	20 août 2007	20 août 2009	14 octobre 2010	20 septembre 2012
Îles Cook	8 juin 2009	8 juin 2011	9 décembre 2011	
Inde	1 ^{er} novembre 2007	1 ^{er} novembre 2009		
Indonésie	30 décembre 2011	30 décembre 2013		

<i>État partie</i>	<i>Entrée en vigueur (date de ratification + 30 jours)</i>	<i>Date à laquelle le rapport était attendu</i>	<i>Date à laquelle le rapport a été reçu</i>	<i>Date à laquelle le rapport a été examiné</i>
Iran (République islamique d')	23 novembre 2009	23 novembre 2011		
Iraq	20 avril 2013	20 avril 2015		
Israël	28 octobre 2012	28 octobre 2014		
Italie	15 juin 2009	15 juin 2011	21 janvier 2013	
Jamaïque	30 avril 2007	30 avril 2009		
Jordanie	30 avril 2008	30 avril 2010	3 octobre 2012	
Kenya	19 juin 2008	19 juin 2010	3 avril 2012	
Koweït	22 septembre 2013	22 septembre 2015		
Lesotho	2 janvier 2009	2 janvier 2011		
Lettonie	1 ^{er} avril 2010	1 ^{er} avril 2012		
Libéria	26 août 2012	26 août 2014		
Lituanie	18 septembre 2010	18 septembre 2012	18 septembre 2012	
Luxembourg	26 octobre 2011	26 octobre 2013		
Malaisie	19 août 2010	19 août 2012		
Malawi	27 septembre 2009	27 septembre 2011		
Maldives	5 mai 2010	5 mai 2012		
Mali	7 mai 2008	7 mai 2010		
Malte	10 novembre 2012	10 novembre 2014		
Maroc	8 mai 2009	8 mai 2011		
Maurice	8 février 2010	8 février 2012		
Mauritanie	3 mai 2012	3 mai 2014		
Mexique	17 janvier 2008	17 janvier 2010	27 avril 2011	
Mongolie	13 juin 2009	13 juin 2011	8 décembre 2011	
Monténégro	2 décembre 2009	2 décembre 2011		
Mozambique	28 février 2012	28 février 2014		
Myanmar	7 janvier 2012	7 janvier 2014		
Namibie	4 janvier 2008	4 janvier 2010		
Nauru	27 juillet 2012	27 juillet 2014		
Népal	7 juin 2010	7 juin 2012		
Nicaragua	7 janvier 2008	7 janvier 2010		
Niger	24 juillet 2008	24 juillet 2010		

<i>État partie</i>	<i>Entrée en vigueur (date de ratification + 30 jours)</i>	<i>Date à laquelle le rapport était attendu</i>	<i>Date à laquelle le rapport a été reçu</i>	<i>Date à laquelle le rapport a été examiné</i>
Nigéria	24 octobre 2010	24 octobre 2012		
Norvège	3 juillet 2013	3 juillet 2015		
Nouvelle-Zélande	25 octobre 2008	25 octobre 2010	31 mars 2011	
Oman	6 février 2009	6 février 2011		
Ouganda	25 octobre 2008	25 octobre 2010	22 janvier 2013	
Pakistan	5 août 2011	5 août 2013		
Palaos	11 juillet 2013	11 juillet 2015		
Panama	7 septembre 2007	7 septembre 2009		
Paraguay	3 octobre 2008	3 octobre 2010	21 octobre 2010	15 avril 2013
Pérou	27 février 2008	27 février 2010	8 juillet 2010	17 avril 2012
Philippines	15 mai 2008	15 mai 2010		
Pologne	25 octobre 2012	25 octobre 2014		
Portugal	23 octobre 2009	23 octobre 2011	8 août 2012	
Qatar	13 juin 2008	13 juin 2010	19 juin 2012	
République de Moldova	21 octobre 2010	21 octobre 2012	15 janvier 2013	
République arabe syrienne	10 août 2009	10 août 2011		
République de Corée	11 janvier 2009	11 janvier 2011	27 juin 2011	
République démocratique populaire lao	25 octobre 2009	25 octobre 2011		
République dominicaine	18 septembre 2009	18 septembre 2011	5 décembre 2011	
République tchèque	28 octobre 2009	28 octobre 2011	1 ^{er} novembre 2011	
République-Unie de Tanzanie	10 décembre 2009	10 décembre 2011		
Roumanie	27 février 2011	27 février 2013		
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	8 juillet 2009	8 juillet 2011	24 novembre 2011	
Rwanda	15 janvier 2009	15 janvier 2011		
Saint-Marin	22 mars 2008	22 mars 2010		
Saint-Vincent-et-les Grenadines	29 novembre 2010	29 novembre 2012		
Sénégal	7 octobre 2010	7 octobre 2012		
Serbie	31 août 2009	31 août 2011	20 juin 2012	

<i>État partie</i>	<i>Entrée en vigueur (date de ratification + 30 jours)</i>	<i>Date à laquelle le rapport était attendu</i>	<i>Date à laquelle le rapport a été reçu</i>	<i>Date à laquelle le rapport a été examiné</i>
Seychelles	2 novembre 2009	2 novembre 2011		
Sierra Leone	4 novembre 2010	4 novembre 2012		
Singapour	18 août 2013	18 août 2015		
Slovaquie	26 juin 2010	26 juin 2012	26 juin 2012	
Slovénie	24 mai 2008	24 mai 2010		
Soudan	24 mai 2009	24 mai 2011		
Suède	15 janvier 2009	15 janvier 2011	7 février 2011	
Swaziland	25 octobre 2012	25 octobre 2014		
Thaïlande	29 août 2008	29 août 2010	3 décembre 2012	
Togo	1 ^{er} avril 2011	1 ^{er} avril 2013		
Tunisie	2 mai 2008	2 mai 2010	1 ^{er} juillet 2010	12 avril 2011
Turkménistan	4 octobre 2008	4 octobre 2010	5 décembre 2011	
Turquie	28 octobre 2009	28 octobre 2011		
Ukraine	4 mars 2010	4 mars 2012	12 avril 2012	
Union européenne	23 janvier 2011	23 janvier 2013		
Uruguay	11 mars 2009	11 mars 2011	21 mars 2013	
Vanuatu	23 novembre 2008	23 novembre 2010		
Yémen	26 avril 2009	26 avril 2011		
Zambie	1 ^{er} mars 2010	1 ^{er} mars 2012		

Annexe III

Liste des membres du Comité au 13 septembre 2013

<i>Nom</i>	<i>Nationalité</i>	<i>Expiration du mandat</i>
Mohammed AL-TARAWNEH	Jordanie	31 décembre 2016
Monthian BUNTAN	Thaïlande	31 décembre 2016
Maria Soledad CISTERNAS REYES (Présidente)	Chili	31 décembre 2016
Theresia DEGENER (Vice-Présidente)	Allemagne	31 décembre 2014
Hyung Shik KIM	République de Corée	31 décembre 2014
Lotfi Ben LALLAHOM	Tunisie	31 décembre 2014
Stig LANGVAD	Danemark	31 décembre 2014
Lászlo Gábor LOVASZY	Hongrie	31 décembre 2016
Edah Wangechi MAINA	Kenya	31 décembre 2014
Ronald MCCALLUM (Vice-Président)	Australie	31 décembre 2014
Diane MULLIGAN	Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	31 décembre 2016
Martin Babu MWESIGWA (Rapporteur)	Ouganda	31 décembre 2016
Safak PAVEY	Turquie	31 décembre 2016
Ana PELAEZ NARVAEZ	Espagne	31 décembre 2016
Silvia Judith QUAN-CHANG	Guatemala	31 décembre 2016
Carlos RÍOS ESPINOSA (Vice-Président)	Mexique	31 décembre 2014
Damjan TATIC	Serbie	31 décembre 2014
Germán Xavier TORRES CORREA	Équateur	31 décembre 2014

Annexe IV

Décisions adoptées par le Comité à sa dixième session

1. Offrir aux États parties dont les rapports ont été examinés aux cinquième, sixième, septième et huitième sessions la possibilité de soumettre leurs deuxième et troisième rapports périodiques en un seul document.
2. Offrir aux États parties dont les rapports ont déjà été examinés à une session précédente la possibilité d'opter pour la procédure simplifiée de présentation de rapports pour leurs rapports périodiques.
3. Donner à la société civile et à d'autres parties prenantes la possibilité de soumettre des observations sur ses deux projets d'observation générale concernant la reconnaissance de la personnalité juridique dans des conditions d'égalité (art. 12) et concernant l'accessibilité (art. 9), d'ici au 31 janvier 2014.
4. Rédiger à l'intention du Président du Comité des droits de l'homme une lettre pour lui faire part de ses préoccupations quant au risque d'incompatibilité avec la Convention relative aux droits des personnes handicapées du paragraphe 19 du projet d'observation générale sur le droit à la liberté et à la sécurité rédigé par le Comité des droits de l'homme.
5. Rédiger une lettre à l'intention du Groupe intergouvernemental d'experts à composition non limitée sur l'Ensemble de règles minima pour le traitement des détenus afin de lui faire part des préoccupations du Comité quant à l'incompatibilité qu'il croit percevoir entre certaines des propositions de dispositions révisées des Règles minima et la Convention.
6. Charger Diane Mulligan et Mohammed Al-Tarawneh de représenter le Comité à une réunion avec le Sous-Comité pour la prévention de la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, se tenant à Bristol, au Royaume-Uni. Le Comité a également prié le secrétariat d'assister à cette réunion.
7. Réaffirmer son appui au processus de renforcement des organes conventionnels, en se félicitant de ce que le projet prévoit une référence à l'accessibilité des réunions des organes conventionnels aux personnes handicapées et l'obligation de procéder à des aménagements raisonnables pour les experts handicapés; rédiger une lettre à l'appui de ce processus.
8. Nommer deux nouveaux rapporteurs de pays et confirmer la nomination des rapporteurs ci-après pour sa onzième session, devant se tenir en avril 2014: observations finales pour la Suède: Stig Langvad; pour l'Azerbaïdjan: Mwesigwa Martin Babu; pour le Costa Rica: Silvia Quan-Chang. Liste des points à traiter pour la Nouvelle-Zélande: Ron McCallum; pour le Mexique: Ana Peláez Narváez; pour la République de Corée: Monthian Buntan; pour la Belgique: Lotfi Ben Lallahom; pour le Danemark: Mwesigwa Martin Babu; pour l'Équateur: Carlos Ríos Espinosa; pour l'Allemagne: Diane Mulligan.
9. Adopter une déclaration sur le thème «Les personnes handicapées, victimes oubliées du conflit en Syrie».

Annexe V

Groupes de travail et Rapporteurs du Comité

Groupe de travail sur l'accessibilité (art. 9)

Président: Mohammed Al-Tarawneh
Vice-Président: Damjan Tatic
Membres: Lotfi Ben Lallahom et Monthian Buntan

Groupe de travail sur la reconnaissance de la personnalité juridique dans des conditions d'égalité (art. 12)

Présidente: Theresia Degener
Membres: Maria Soledad Cisternas Reyes, Ronald McCallum et Carlos Ríos Espinosa

Groupe de travail sur l'accès aux transports publics et sur les politiques en matière de transport aérien

Président: Mohammed Al-Tarawneh
Membres: Lotfi Ben Lallahom et Carlos Ríos Espinosa

Groupe de travail sur les communications et les enquêtes

Membres: Maria Soledad Cisternas Reyes, Theresia Degener, Damjan Tatic, Ron McCallum et Carlos Ríos Espinosa

Groupe de travail sur les femmes et les filles handicapées (art. 6)

Présidente: Ana Peláez Narváez
Membres: Theresia Degener, Silvia Judith Quan-Chang, Maria Soledad Cisternas Reyes, Diane Mulligan et Safak Pavey

Rapporteuse chargée du suivi des observations finales

Diane Mulligan

Rapporteur chargé des nouvelles communications

Carlos Ríos Espinosa

Rapporteuse chargée du suivi des constatations concernant des communications

Safak Pavey.
